

GHU AP-HP.Centre – Université Paris Cité

Hôpitaux Broca La Collégiale • Cochin

Corentin Celton • HEGP • Hôtel-Dieu

Necker-Enfants malades • Vaugirard



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

APPLICABLE AUX MARCHES DE TRAVAUX

Opération : **RESTRUCTURATION DU PLATEAU TECHNIQUE
INTERVENTIONNEL DE L'HÔPITAL EUROPEEN
GEORGES POMPIDOU**

Consultation N°25-TV001EGP

Procédure : Appel d'offre ouvert

Marchés de travaux : 8 Lots

Le présent document comporte :

- 1 page de garde
- 2 pages de sommaire
- 38 pages numérotées de 4 à 38

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 TRANCHES ET LOTS	5
1.3 ÉTAT ET CONNAISSANCE DU SITE	5
1.4 INTERVENANTS	6
1.5 SOUS-TRAITANCE	7
1.6 PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'HÔPITAL EN FONCTIONNEMENT	7
1.7 DURÉE	8
1.8 FORME DES PRIX	8
1.9 CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE II - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE III - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX	
- RÈGLEMENT DES COMPTES	10
3.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS	10
3.2 CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION ET RÈGLEMENT DES COMPTES TRAVAUX	10
3.2.1. - Contenu des prix	10
3.2.2 – Règlement des travaux	11
3.3.3 - Décomptes mensuels	13
3.3.4 - Décompte final	15
3.3.5 - Attachements	15
3.4 VARIATION DANS LES PRIX	15
3.4.1 - Généralités	15
3.4.2 – Marché à prix fermes actualisables	16
3.4.3 – Marché à prix révisable	16
3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée	17
3.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	17
ARTICLE IV - DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALITÉS	18
4.1. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	18
4.1.1. - Calendrier prévisionnel d'exécution	18
4.1.2 – Calendrier détaillé d'exécution	19
4.2. PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	19
4.3. PENALITÉS POUR RETARD	21
4.5. AUTRES PENALITÉS	23
4.6 CUMUL DES PENALITÉS	24
ARTICLE V - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	24
5.1. CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE	24
5.2 - AVANCE	26
5.3 - AVANCES SUR MATÉRIELS	26
ARTICLE VI - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	26
6.1 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	26
6.2 - MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT	26
6.3 - CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	26
6.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE	27
ARTICLE VII - IMPLANTATION DES OUVRAGES	27
ARTICLE VIII - PRÉPARATION - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	27
8.1 - PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	27
8.2 - PLAN D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCULS - ÉTUDES DE DÉTAIL	28

8.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE REGLEMENTATION DU TRAVAIL	28
8.4 - ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER	28
8.4.1 - Organisation matérielle et collective du chantier	28
8.4.2 - Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre	28
8.4.3 - Conditions générales d'exécution des travaux.....	28
8.4.4 Nettoyage de chantier.....	29
8.4.5 - Obligations diverses de l'entrepreneur	29
8.5 - DEPENSES COMMUNES - CONVENTION INTER-ENTREPRISES	30
8.5.1 - Dépenses communes.....	30
8.5.2 - Convention inter-entreprises.....	30
8.6 AUTORISATIONS.....	30
8.7 ECHANTILLONS - PROTOTYPES	30
8.8 REUNIONS	30
8.8.1 Réunions de chantier « maître d'œuvre »	30
8.8.2 Réunions O.P.C.	31
8.8.3 Réunions d'études	31
8.9 VISITES DE CHANTIER	31
8.10 CONSTAT D'HUISSIER.....	31
8.11 RECOURS, CONTRAVENTIONS, AMENDES	31
ARTICLE IX - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	32
9.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES.....	32
9.2. RECEPTION	32
9.2.1. - Généralités	32
9.2.2. - Réceptions partielles	32
9.2.3. - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	32
9.2.4. - Levée de réserves	32
9.3. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	33
9.4. MISE AU COURANT ET FORMATION DU PERSONNEL EXPLOITANT	33
9.5. DELAI DE GARANTIE	34
9.6. GARANTIES PARTICULIERES.....	34
9.7. ASSURANCES	34
9.7.1. Généralités	34
9.7.2. Responsabilité civile	35
9.7.3. - Assurance de Responsabilité Décennale	36
9.7.4. - Qualifications professionnelles	36
9.7.5. - Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction	36
9.7.6. - Durée du contrat et Dispositions diverses	36
9.7.7. - Assurance des approvisionnements	37
9.7.8. - Assurance de bureaux de chantier	37
ARTICLE X – RESILIATION.....	38
ARTICLE XI – LITIGES	38
ARTICLE XI - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	38

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent C.C.A.P. concernent l'exécution des travaux prévus dans l'opération mentionnée en page de garde du présent document.

L'opération a pour objet la réhabilitation d'un plateau de 2600 m² au 3ème étage de l'HEGP pour créer un plateau de radiologie interventionnel avec 7 salles adossées à deux hôpitaux de jour et un secteur d'accueil / J0.

La description des ouvrages, leur localisation et spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots.

A défaut d'indication, dans l'acte d'engagement (A.E.), du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant aux marchés seront valablement portées à la mairie du lieu d'exécution des travaux, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Option : Dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

Le présent marché ne comprend pas de variante.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	4/38

1.2 Tranches et lots

Le présent marché ne contient pas de tranche.

N° LOT	DESIGNATION DES LOTS	PROCEDURE DE CONSULTATION	TYPE DU MARCHE	D.T.U. et Normes applicables
01	Gros-œuvre – Lots architecturaux	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état
02	Menuiseries extérieures	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état
03	Menuiseries Intérieures - Mobiliers	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état
04	Revêtement de sol & muraux – Peinture	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état
05	Protection Anti-X	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état
06	CVC Plomberie Sanitaire	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état
07	Électricité	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état
08	Fluides médicaux	AOO	F	Tous les Documents en vigueur pour tous les corps d'état

AOO : Appel d'Offres Ouvert

MAPA : Marché A Procédure Adaptée

F : Prix forfaitaire

BPU : Prix Unitaire

1.3 Etat et connaissance du site

Le titulaire est réputé s'être rendu sur le site pour mesurer :

- L'importance et la nature des travaux à effectuer
- Toutes les difficultés d'exécution

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, bâtiments existants, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Le titulaire s'engage sur un prix global et forfaitaire permettant de réaliser la globalité de son contrat en assurant les conditions optimales de la continuité du service hospitalier 24heures/24, de la sécurité et l'hygiène des patients et des agents hospitaliers à toutes les phases du chantier.

Le titulaire est réputé avoir pris en compte dans son offre les contraintes résultant de son intervention en site occupé.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	5/38

1.4 Intervenants

Maitrise d’Ouvrage

L’assistance Publique – Hôpitaux de Paris est le Maître d’Ouvrage.

La conduite d’opération du projet est assurée par le GHU Centre Université Paris Cité, Service Travaux, 123 boulevard de Port Royal, 75 014 Paris

Maîtrise d’œuvre

Le mandataire du groupement de maîtrise d’œuvre est :

MAÎTRISE D’ŒUVRE
ARCHITECTES
EMERGENCE ARCHITECTES
21 rue Chaptal
75009 PARIS

Les bureaux d’études sont :

BET ELEC / FLUIDES :
GRUET INGENIERIE
183 ave Georges Clémenceau
92000 NANTERRE

BET STRUCTURE - ECONOMIE :
EMERGENCE INGÉNIERIE
21 rue Chaptal
75009 PARIS

Ordonnancement, Pilotage et Coordination

EMERGENCE ARCHITECTES
21 rue Chaptal
75009 PARIS

Coordination Sécurité et Protection de la santé

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - Pôle Construction Ile-De-France
6 Boulevard Archimède - 77420 Champs-Sur-Marne

Contrôleur Technique

SOCOTEC
AGENCE CONSTRUCTION SEINE-SAINT-DENIS
Zone Paris Nord 2
BATIMENT LE ROSTAND – Hall D
22 Avenue des Nations

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	6/38

1.5 Sous-traitance

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

En application des articles R.2193-3 du code de la commande publique, le titulaire devra transmettre au maître d'ouvrage et ce, pour chaque sous-traitant, les documents suivants :

L'acte spécial (DC4) dûment complété et signé indiquant :

- Le nom, la raison sociale du Titulaire ;
- Le nom, la raison sociale du sous-traitant ;
- Les natures précises des prestations sous-traitées avec indication des lignes concernées de la DPGF ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Le montant de l'auto-liquidation le cas échéant ;
- Les conditions de paiement et les modalités de variation des prix - le compte à créditer ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une attestation précisant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Une attestation stipulant qu'aucune cession ni nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- Une copie du contrat de sous-traitance sur demande du GH APHP CUP - Les attestations fiscales et parafiscales des sous-traitants.

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission d'une copie du DC4 signé par une personne habilitée autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant.

Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues aux articles 4.5 du présent CCAP.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 8 de l'ordonnance n° 2005-64 9 du 6 juin 2005 ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.
- Les références du sous-traitant dans le domaine de la prestation sous-traitée.
- Les effectifs, chiffre d'affaires et organisation du sous-traitant
- La nature et la localisation précise des tâches sous-traitées, avec les lignes de la DPGF concernées
- Les titres professionnels des personnes appelées à exécuter la prestation sous-traitée.
- La méthodologie du sous-traitant pour l'exécution de la prestation.

1.6 Prescriptions relatives à l'hôpital en fonctionnement

Il est expressément précisé que les travaux seront réalisés au sein d'un hôpital devant rester en fonctionnement 365j/365 et 24h/24.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	7/38

Aucune coupure d'activité ni perturbation de l'activité hospitalière ne sera acceptée. L'entreprise a obligation de mettre en œuvre immédiatement et sur simple demande de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre toute action corrective visant à remédier à une situation venant perturber l'activité hospitalière ainsi que le voisinage

Toutes les mesures nécessaires au maintien en fonctionnement permanent du site sont réputées comprises dans le prix de l'entreprise.

Le site accueille par ailleurs des patients sensibles, notamment immunodéprimés. A ce titre, aucune émission de poussière ne sera tolérée. Toutes les mesures nécessaires à l'absence de diffusion de poussière et d'aspergilliose dans les secteurs d'activité hospitalière durant l'ensemble du chantier sont réputées comprises dans le prix de l'entreprise.

De même, la mise en œuvre de procédés visant à diminuer au maximum les nuisances sonores est réputée comprise dans les prix de l'entreprise.

1.7 Durée

Le délai d'exécution de l'opération est de **21 mois** compris délais de préparation de chantier.

La date de départ du délai d'exécution du présent lot sera fixée par ordre de service. Les travaux commenceront, à titre indicatif **en mai 2025, période de préparation du chantier incluse**.

- **Durée de la période de préparation : 1,5 MOIS**
- **Durée des travaux et prestations : 21 MOIS y compris période de préparation**

1.8 Forme des prix

La forme des prix est forfaitaire pour l'ensemble des lots.

1.9 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire, normative ou législative nécessitant l'adjonction de nouvelles normes ou références au marché,
- En cas d'évolution du cout des matières premières
- En cas de découvertes imprévues

ARTICLE II - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (C.C.A.G.), les pièces constitutives des marchés sont les suivantes et prévalent les unes contre les autres dans l'ordre progressif de leur énumération :

a/ Pièces particulières

1 – L'acte d'engagement (A.E.),

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	8/38

2 – Le présent C.C.A.P, y compris ses annexes :

Annexe 1 – Liste des pièces

Annexe 2 – Calendrier prévisionnel général

3 – Les documents constituant le C.C.T.P. et en second lieu les plans, notices, descriptions, suivant la procédure de consultation des entreprises et le type du marché.

4 – Les documents complémentaires de la consultation : PGC et ses annexes, PIC, note d'organisation de chantier...

5 – La décomposition du prix global et forfaitaire. L'entrepreneur est tenu de joindre à son A.E., la décomposition du prix global et forfaitaire, établie conformément aux dispositions à l'article 9.3. du C.C.A.G./travaux.

Ce document aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'œuvre de l'opération pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuels travaux en supplément ou en déduction des forfaits.

6 – Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre,

7 – Les documents complémentaires et annexes techniques spécifiques au site,

En cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la MOE précisera l'ordre de priorité des plans.

Le dossier de consultation constitue un ensemble indissociable, homogène et cohérent entre pièces écrites et pièces graphiques. En cas de contradiction sur la définition des prestations entre pièces écrites et pièces graphiques, et notamment les appareillages, et terminaux, la MOE précisera l'ordre de priorité, qui s'appliquera aux entreprises, même si c'est la disposition la plus onéreuse et contraignante.

b/ Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'A.E.

Suivant le cas :

1/ Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (D.T.U.)

2/ Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.)

3/ L'ensemble des textes administratifs auxquels par sa nature est soumise à l'opération.

4/ En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.

5/ Les normes de l'Association Française de Normalisation,

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	9/38

6/ L'ensemble des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage,

7/ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G./travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (JORF du 1^{er} avril 2021) et modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021.

ARTICLE III - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'A.E. indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire et cotraitants/ sous- traitants

3.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation et règlement des comptes Travaux

3.2.1. - Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis :

En considérant :

- Comme inclus toutes les sujétions normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des travaux
- comme cas de force majeure tous phénomènes naturels susceptible de mettre en œuvre les dispositions du plan ORSEC pour le département considéré.

Les prix de chaque marché sont exprimés hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis en tenant compte notamment :

- des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état ;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- des mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, telles que déclinées à l'article 7 du C.C.A.G./travaux ;
- de la participation aux dépenses d'intérêt commun et au compte des dépenses communes visées à l'article 8.5 ci-après ;
- des présentations d'échantillons, prototypes, locaux témoins ;

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	10/38

- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- de la rémunération directe par les entrepreneurs de la valorisation des tâches.

Chaque entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu des mesures nécessitées par le fonctionnement des établissements et à cet effet:

- l'entrepreneur devra s'informer avant de soumissionner, des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précision dans le C.C.T.P., ces renseignements lui seront fournis par le maître d'œuvre de l'opération, dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement données par le directeur de l'établissement ;
- dans les divers établissements, il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel, les élèves, les hospitalisés. Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

Chaque entrepreneur, quelle que soit sa spécialité devra, sauf dérogation portée au C.C.T.P. et PGC, installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultant des emplacements et remises en état incombent aux entrepreneurs correspondant, sans que ces dépenses puissent être portées au compte des dépenses communes ou donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Dans le cas où il intervient sur la voie publique pour exécution de son lot, chaque entrepreneur doit le gardiennage de jour sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement ou à l'intérieur des bâtiments et établissements pour la protection des passants ou des occupants ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

L'entreprise devra prendre en compte toutes les impositions et demandes d'autorisation de la Ville de Paris, ainsi que les frais et redevances correspondantes jusqu'à la prise en charge par le lot Gros-Œuvre.

3.2.2 – Règlement des travaux

3.2.2.1 – Forme de marchés

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, soit à prix forfaitaires, soit à prix unitaires, suivant indications à l'article 1.2.

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	11/38

Le règlement des postes figurant à la décomposition du prix global forfaitaire s'effectuera à l'avancement mensuel des travaux, après concertation avec la maîtrise d'œuvre.

Le règlement des postes figurant en prix unitaire s'effectuera à l'avancement mensuel des travaux, à réception des justifications et après concertation avec la maîtrise d'œuvre.

3.3.2.2 –Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Au cours de l'exécution des prestations du marché, des fiches de demande de modifications cosignées par la Maîtrise d'Ouvrage pourront être émises par le Maître d'œuvre. Elles mentionneront la définition des travaux non prévus.

L'entreprise concernée devra fournir au maître d'œuvre, dans un délai de dix jours ouvrables maximum à compter de la date de notification de la demande, un devis de travaux. Le cas échéant, chaque nouveau prix devra être justifié au moyen de sous-détails.

Ce devis sera établi dans les formes du cadre remis par le Maître d'œuvre en accord avec le Maître de l'ouvrage. Il devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans le DPGF ou les sous détails de prix d'unité. Il comprendra tout élément graphique nécessaire à sa compréhension.

Les prix unitaires du marché seront appliqués et sont réputés tenir compte des frais d'études et de chiffrage.

Les ordres de service pour travaux modificatifs seront établis et signés par le Maître d'œuvre, signés par le maître d'ouvrage puis notifiés à l'entrepreneur.

Les ordres de service sans incidence financière pour l'exécution de prestations que la maîtrise d'œuvre estime être dues au marché seront établis, signés et validés par le seul maître d'œuvre.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, la modification correspondant à ces prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou en moins, les prix unitaires de la décomposition.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont assimilables à des ouvrages figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire, les prix de ces ouvrages sont appliqués.

Lorsque les prescriptions des deux alinéas ci-avant ne sont pas applicables, les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont réglés à l'aide de prix nouveaux intégrant les frais d'études arrêtés en accord avec la maîtrise d'œuvre, établis sur les mêmes bases que ceux portés dans la décomposition du prix d'unités. En l'absence d'accord, les nouveaux prix seront arrêtés par la maîtrise d'œuvre et par la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G, la diminution limite de la masse des travaux pour un marché forfaitaire est portée à 15 % du montant contractuel.

En dérogation à l'article 14.2.2 du C.C.A.G Travaux portant sur les changements de besoins ou de conditions d'utilisation, le seuil de 10 % est porté à 15 %.

En dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G Travaux relatif à l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel la limite d'augmentation fixée au dit article est portée de 5% à 15 % du montant contractuel du marché.

L'Ordre de Service valant modification de marché, comme l'avenant, modifie le montant initial du marché. En dérogation à l'article 14.1 du CCAG Travaux, le « montant contractuel des travaux » est le montant du marché initial auquel s'ajoute le montant des avenants et des Ordre de Service valant modification de marché.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	12/38

3.3.2.3 Modification du marché public (articles art. R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique)

L'augmentation du montant des travaux fera l'objet d'un ordre de service, valant modification du marché, délivrée par le maître d'ouvrage dans la limite de 15% du montant initial selon article R.2194-8.

Au-delà de 15% du montant initial, les modifications ne doivent pas être substantielles au sens de l'article R.2194-7. Elles feront l'objet d'une modification du marché contractualisée entre le titulaire et le Maître d'ouvrage selon les conditions des articles R.2194-2, R.2194-3 et R.2194.5.

3.3.3 - Décomptes mensuels

Décomptes mensuels :

L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés, et éventuellement des approvisionnements livrés sur le chantier.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement seront, conformément à l'article 12 du CCAG travaux, transmis au maître d'œuvre par tout moyen permettant d'en apporter la preuve durant la période du mois ou lors de la réunion de chantier hebdomadaire arrêtée par ordre de service par le maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

Le mois « M » est égal au mois de la situation. La date du « T0 » qui enclenche le décompte des 50 jours du délai de paiement de la situation démarre le premier jour du mois « M+1 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+1 ». Le titulaire devra impérativement avoir remis sa situation au maximum le 7ème jour calendaire du mois « M+1 ».

Dans le cas contraire sa situation sera traitée le mois « M+ 2 ». Toutefois la révision de sa situation sera conforme au mois d'exécution « M ». La date du « T0 » sera alors le premier jour du mois « M+2 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+2 ».

Pour les marchés à prix forfaitaires, les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire jointe par l'entrepreneur à son A.E. ou éventuellement celle détaillée en millièmes.

Dans le cas de marchés à prix unitaires, les décomptes mensuels sont également cumulatifs et doivent comporter tous les détails nécessaires (quantités et prix unitaires) permettant un contrôle aisé.

Acomptes

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'œuvre.

Des acomptes seront mandatés mensuellement d'après les décomptes mensuels intégrant la révision des prix établis par le (s) entrepreneur(s).

Utilisation du Portail CHORUS PRO

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'utilisation du portail

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	13/38

CHORUS-PRO devient obligatoire pour l'ensemble des factures adressées aux entités publiques. La maîtrise d'œuvre transmettra à la maîtrise d'ouvrage les décomptes mensuels, acomptes, décomptes généraux définitifs par ce biais.

Lors du dépôt de facture dans le portail Chorus-Pro, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° de **SIRET de l'AP-HP (26750045201928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.**

Le numéro du bon de commande à 10 chiffres (commençant par 45*) est une indication OBLIGATOIRE.

Dans le cas où une solution de dématérialisation des situations de travaux est mise gratuitement à disposition (exemple plateforme Ediflex), l'entrepreneur est tenu de saisir sa DPGF sur cette plateforme.

Les situations seront présentées par l'entreprise mandataire pour l'ensemble des cotraitants et des sous-traitants dans une facture unique.

Délai maximum de paiement

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit. Le taux retenu pour le calcul des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal augmenté de huit points.

Le délai maximum de paiement est au plus de 50 jours.

Cas des approvisionnements

Sur chantier : ces approvisionnements seront évalués à l'aide des sous-détails de prix unitaire. Ils ne seront pris en compte que dans la limite de 70 % de la valeur calculée sur les prix ci-avant et, sous réserve de production des factures et documents justificatifs.

En usine ou en atelier : les acomptes pourront être délivrés pour dépôt en usine ou en atelier d'ouvrages fabriqués ou préfabriqués, destinés à entrer dans la composition des travaux ou fournitures, faisant l'objet du marché et constituant des opérations intrinsèques d'exécution dudit marché.

Ces acomptes seront délivrés sous les conditions suivantes :

1°) les ouvrages fabriqués ou préfabriqués ne seront pris en compte que lorsqu'ils constitueront des ensembles terminés prêts à être livrés ;

2°) que sur demande préalable de l'entrepreneur, une constatation aura été faite sur place par le maître d'œuvre qui donnera lieu à un procès-verbal de constatation.

L'entrepreneur produira à l'appui de sa demande :

S'il n'est pas fabricant :

- les factures effectivement payées par lui justifiant qu'il a acquis les ouvrages fabriqués ou préfabriqués en toute propriété,

Dans les deux cas :

- une attestation d'assurance contre le vol et l'incendie garantissant les ouvrages à concurrence de la valeur totale de l'acompte qu'ils engendrent avant abattement précisé ci-après.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	14/38

3°) Ces acomptes seront évalués :

Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas fabricant :

suitant les prix unitaires, acceptés par le maître de l'ouvrage, du bordereau spécial d'approvisionnement que l'entreprise devra joindre à son A.E.

Dans le cas où l'entrepreneur est fabricant :

suitant les prix de fourniture "matériel terminé" de la décomposition du prix forfaitaire qui devra obligatoirement faire apparaître par article :

- le prix de fourniture du matériel terminé,
- le prix de transport sur le chantier,
- le prix de montage et mise en œuvre, y compris tous travaux accessoires.

Dans les deux cas, les acomptes évalués suivant les dispositions qui précèdent ne seront pris en compte que pour les 70 % de leur valeur.

3.3.4 - Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte dans les conditions fixées au CCAG.

Le décompte identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs, ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en base et révisions, les montants corrigés par le réviseur, et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Le décompte final sera également présenté de manière dématérialisée.

Avant la présentation du projet de décompte à la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur devra impérativement :

- avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception ;
- avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes spéciaux de sous-traitance
- avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants.

3.3.5 - Attachements

Les attachements concernant les travaux, prestations, fournitures qui ne seraient pas susceptibles de constatations ou de vérifications ultérieures sont établis par l'entrepreneur et remis en temps voulu chaque fois qu'il sera nécessaire au maître d'œuvre et/ou assistance à maîtrise d'ouvrage qui les fait vérifier et apporte les rectifications qu'il juge nécessaires.

3.4 Variation dans les prix

3.4.1 - Généralités

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	15/38

Les répercussions sur les prix du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées dans les conditions définies à l'article 3.4.2.

Travaux

En application des articles R. 2112-(7 à 14) du Code de la Commande Publique relatif aux règles selon lesquelles les marchés publics peuvent tenir compte des variations économiques est applicable aux marchés régis par le présent C.C.A.P.

La date de l'établissement des prix est fixée à l'acte d'engagement.

3.4.2 – Marché à prix fermes actualisables

Les marchés à prix fermes actualisables, énumérés au tableau dans le paragraphe 3.4.3 pourront être actualisés dans les conditions suivantes :

a) Marchés à prix forfaitaires

Si la date d'effet de l'ordre de service de commencement des travaux est postérieure de plus de trois mois à la date d'établissement des prix définie ci-dessus, ceux-ci pourront être actualisés à une date antérieure de trois mois à celle du commencement des travaux de chaque tranche telle que définie ci-dessus par application des formules mentionnées au tableau II, sans partie fixe, ni marge neutralisée.

b) Marchés à prix unitaires

Dans les mêmes conditions que ci-dessus, mais avec application des coefficients applicables à la série ou au bordereau désignés au tableau III ci-avant pour le lot considéré.

3.4.3 – Marché à prix révisable

Le marché objet de la présente opération fera l'objet d'une révision de prix suivant les indications ci-après.

Formule de révision des prix à utiliser :

Le coefficient Cn applicable pour le calcul de la révision de l'acompte du mois n d'exécution des prestations, est donné, à titre d'exemple par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_n}{I_0} \text{ (ou formule paramétrique)}$$

Dans laquelle 0,15 = partie fixe

I_n = Valeur de l'index (ou indice) de référence au mois « n » de l'acompte.

I₀ = Valeur de l'index (ou indice) de référence au mois M0 défini à l'acte d'engagement.

L'index de référence est fixé au mois M0 déterminé dans l'acte d'engagement du marché publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des transports et au Moniteur des travaux publics pour l'index B.T.

Les prix du marché sont réputés établis au mois de référence M0 indiqué dans l'acte d'engagement.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	16/38

Les formules de révisions de prix, par lots, sont détaillées ci-après :

RAPPEL		VARIATION DANS LE PRIX	
N° LOT	DESIGNATION DES LOTS	R = Prix révisibles A = Prix actualisables	FORMULE DE REVISION
01	Gros-œuvre – Lots architecturaux	R	25% BT03 + 25% BT06 + 50% BT08
02	Menuiseries extérieures	R	100% BT43
03	Menuiseries Intérieures - Mobiliers	R	100% BT18a
04	Revêtement de sol & muraux – Peinture - Carrelage	R	20% BT09 + 40% BT46 + 40% BT10
05	Protection Anti-X	R	40% BT08 + 60% BT18a
06	CVC Plomberie Sanitaire	R	25% BT38 + 25% BT40 + 50% BT41
07	Électricité	R	100% BT47
08	Fluides médicaux	R	100% BT38

Nota : R = Prix révisibles A = Prix actualisables

3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5 Paiement des sous-traitants

En application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et des divers textes s'y rapportant relatifs à la sous-traitance, la déclaration au maître d'ouvrage de tous sous-traités, ainsi que le paiement direct pour les sous-traitants directs aux marchés supérieurs à 600 Euros T.T.C. sont obligatoires.

Conformément à l'article 3.6.2.2 du C.C.A.G./travaux, un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En application de l'article R2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux 2021. L'utilisation du modèle DC4 est obligatoire.

Les sous-traitants de second rang devront être agréés dans les mêmes conditions que les sous-traitants de premier rang mais ne feront pas l'objet d'un paiement direct.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	17/38

Par ailleurs, tous les sous-traitants, sans exceptions, intervenants sur le chantier devront figurer sur le panneau de chantier.

Avant la présentation du projet de décompte final, les montants dus au sous-traitant auront impérativement dû être réglés.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur, mandataire ou titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au sous-traitant au titre du marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant. Le mandataire doit joindre la facture signée par le sous-traitant.

Pour les sous-traitants, l'entrepreneur joint en double exemplaire à la demande d'acompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, ainsi qu'une facture signée de chaque sous-traitant. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe à la demande d'acompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Une facture signée de chaque sous-traitant est jointe à l'envoi. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

En application de la loi de finances 2014, le titulaire et le sous-traitant reconnaissent se conformer aux dispositions en termes de facturation et d'auto-liquidation de T.V.A. Ainsi, les factures relatives aux opérations de sous-traitance concernées par l'auto-liquidation ne mentionnent pas la T.V.A. Cependant, elles doivent faire apparaître distinctement que la T.V.A. est due par le preneur (le donneur d'ordre) assujetti et porter la mention « auto-liquidation », en application du 13 du I de l'article 242 nones A de l'annexe II au CGI, justifiant l'absence de collecte de la taxe sur la valeur ajoutée par le sous-traitant.

ARTICLE IV - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

4.1. Délai d'exécution des travaux

4.1.1. - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots constituant l'ensemble du présent marché, est fixé à l'article 3 de l'A.E.

Le délai tient compte de la ou les périodes de préparation, s'il y a lieu (voir article VIII du présent C.C.A.P.), la ou les périodes de congés payés, et pendant laquelle l'entrepreneur s'engage à maintenir le personnel nécessaire à l'exécution normale des travaux de son lot, le cas échéant.

Dans ce délai global sont compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	18/38

Les délais d'exécution propres à chacun des lots, s'insèrent dans le délai global d'exécution défini ci-avant. Ces délais d'exécution, qui figurent au calendrier prévisionnel d'exécution en annexe au présent C.C.A.P., partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération, et ceci, dans le cadre forfaitaire du marché.

La date de départ du délai global d'exécution sera fixée par un ordre de service.

4.1.2 – Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier contractuel des travaux sera arrêté pendant la période de préparation du chantier. Sa durée ne pourra excéder celle du calendrier prévisionnel joint à la présente consultation, dans les conditions de l'article 18 du CCAG Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les délais d'étude, d'approvisionnement, de fabrication en atelier ou en usine, les tâches caractéristiques dont se compose chaque lot, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération, les opérations préalables à la réception.

Pour l'établissement de ces calendriers, chaque entrepreneur doit, dans les DIX jours suivant la demande du maître d'œuvre ou de l'OPC indiquer par écrit, par fonction d'ouvrages et par unité, les définitions des tâches de son lot, leur durée, les liaisons avec les tâches précédentes de son lot ou d'un autre lot. Il précise, en outre, pour chaque phase :

- la cadence d'exécution ;
- les moyens en personnel et matériels prévus ;
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air,

Après mise au point en accord avec les entrepreneurs et approbation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, ces calendriers détaillés sont notifiés par ordre de service aux intervenants, le calendrier détaillé d'exécution final étant notifié à la fin de la période de préparation.

Conformément à l'article ci-avant, c'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

Chaque entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées au 4.3 ci-après.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par l'OPC.

4.2. Prolongation du délai d'exécution

Intempéries :

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles et comprises dans le délai contractuel d'exécution, au sens de l'article 18.2.3, 1er alinéa du C.C.A.G. est égal à **20 jours**, globalement pour la durée du chantier.

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	19/38

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents particuliers du marché. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si les documents particuliers du marché prévoient la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au titulaire en récapitulant les constatations faites.

Seuls les arrêts du fait d'intempéries, au-delà du nombre de journées réputées prévisibles, ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Conformément à l'article L731.2 du code du travail, les arrêts pour intempéries concernent les travaux rendus dangereux ou impossibles.

Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution.

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- la constatation faite par l'OPC, à la demande de l'entreprise, le jour même et communiquée au maître d'œuvre lors de la réunion de chantier suivante. Elle sera portée au compte-rendu de chantier ;
- un rapprochement de l'entreprise d'une station météo afin de fournir à l'OPC des données conformes aux conditions d'intempéries mentionnées plus loin ;
- la fourniture des justificatifs par production des copies de remboursement de chômage intempéries par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment ou la justification officielle par un organisme agréé, après approbation de cet organisme par le maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles ne sont pas prises en compte pour les études et travaux à réaliser à l'intérieur des locaux hors d'eau et hors d'air.

Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai particulier propre à un lot, et compte tenu des spécifications ci-avant, sont justifiées par l'entrepreneur par la production des copies des remboursements de chômage-intempéries par la caisse des congés payés du bâtiment. Ces justifications sont fournies au fur et à mesure de la constatation des journées d'intempéries donnant lieu à prolongation.

Sera considérée, suivant la nature des travaux intéressés, comme journée d'intempéries, à l'exclusion de toutes autres, toute journée au cours de laquelle aura été remplie une des conditions mentionnées ci-après et dont les définitions sont les suivantes :

Type A) - Pluies

Si entre 6 heures et 18 heures, il est tombé plus de 35 mm (trente-cinq millimètres) d'eau.

Type B) - Vent

Si entre 7 heures et 18 heures, la vitesse moyenne du vent est supérieure à 55 km/heure pendant 6 heures consécutives.

Type C) - Neige

Si à 8 heures il est constaté plus de 5 cm.

Type D) – Température

Si à 8 heures sous abris il est constaté -5°C

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	20/38

Pour l'application des conditions A), B), C), et D ci-dessus, seront seules prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique de Paris Montsouris, constatées par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC.

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :

- Intempéries type A, B, C et D : Travaux de Démolition

Tâches non soumises aux intempéries A, B, C et D :

- les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments ;
- l'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre à la maîtrise d'œuvre le jour même.

La maîtrise d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte-rendu de chantier.

Modification des délais d'exécution

Les délais d'exécution partiels ou globaux pourront être modifiés pour les raisons énumérées ci-après :

- modification apportée aux travaux à réaliser et remettant en cause le délai d'exécution initial,
- mise à jour des calendriers d'exécution nécessitant une adaptation des calendriers pour respecter le délai final.

L'entrepreneur devra être en mesure de justifier, sur la base du calendrier détaillé d'exécution, toute demande de modification de délai, par analyse des durées d'exécution des tâches, du chemin critique et des marges libres.

4.3. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G./travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

L'application des pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G./travaux.

Le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte récapitulatif. Le maître de l'ouvrage se réserve également la possibilité, en cours travaux, de décompter les pénalités sur les décomptes provisoires présentés par les entreprises

Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

En complément des indications de l'article 19.2 du C.C.A.G. et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Les pénalités provisoires sont appliquées sur constat de retard dans les dates jalons définies au calendrier détaillé d'exécution et sont à minima la fin des travaux de chaque phase et secteur

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	21/38

Pour le calcul de ces pénalités il faut entendre par délai contractuel , le délai compris entre la date jalon portée au calendrier détaillé d'exécution et la fin de terminaison des travaux concernées par ce jalon constaté.

Les pénalités de retard pourront être remboursée si le délai global est respecté selon article 19.3 du CCAG travaux.

Pour le calcul de la pénalité de retard sur le délai global, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux et la date de terminaison des travaux sans neutraliser les diverses interruptions.

En dérogation à l'article 19.2.3 CCAG Travaux, le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé à 1/2 000ème du montant total du marché.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le maître d'œuvre et fourni à titre indicatif à l'Entrepreneur pour répartition entre ses co-traitants et/ou ses sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition le montant global des pénalités et retenues est prélevé à l'Entrepreneur principal du lot concerné par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'Entrepreneur principal dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue en 3 de l'article 41 du C.C.A.G. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'Entrepreneur.

Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier

Cette pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au calendrier contractuel d'exécution.

Retenues pour retard dans la réalisation des tâches.

Des retenues journalières calculées selon indications ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, elles pourront être transformées en pénalités.

Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai fixé à l'article 9.2.4 du présent C.C.A.P., aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités de 1/2 000ème du montant total du marché par jour calendaire et par réserves seront appliquées jusqu'à la date de l'achèvement.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG travaux le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	22/38

MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution	1/2 000ème du montant total du marché	par jour calendaire
Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier	1/2 000ème du montant total du marché	par jour calendaire
Retenues pour retard dans la réalisation des tâches	1/2 000ème du montant total du marché	par jour calendaire
Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception	1/2 000ème du montant total du marché	par jour calendaire
Retard dans l'installation ou le repliement de chantier	500 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour calendaire

4.5. Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Retard dans l'installation ou le repliement de chantier	500 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour calendaire
Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne,	200,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour ou nuit calendaire et par infraction constatée
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite	300, 00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	pour chaque infraction constatée et par jour calendaire (en sus des amendes légales auxquelles l'entrepreneur s'expose en ne respectant pas la réglementation)
Dépôts de matériel, matériaux, gravois en dehors des zones prescrites	300,00 € € net de taxes à déduire sur le montant total HT	pour jour calendaire et infraction constatée
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires aux études, à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, fiches techniques, études de détail, plans de synthèse, ordres de services ou avenants, etc.), au bon avancement et suivi des travaux (suivi déchets/réemploi, actes de sous-traitance..)	300,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par document et par jour calendaire de retard
Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix et devis pour ouvrages non prévus.	150,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour calendaire
Défaut ou retard dans le nettoyage du chantier ou non entretien des protections de chantier	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour calendaire
Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier	150,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	Un retard supérieur à 30 min sera assimilé à une absence
Non-respect des règles de sécurité définies en début de chantier relativement à la circulation des véhicules sur la voie publique, ainsi qu'à l'entrée et à la sortie du chantier	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par infraction
Stationnement en dehors des zones autorisées	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par infraction

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	23/38

Brûlage sur place	1 000,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par infraction
Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par infraction
Défaut d'évacuation des gravats	500,00 €. net de taxes à déduire sur le montant total HT	par infraction
Retard dans l'exécution des travaux de reprise demandés par le maître d'œuvre dans le cadre des OPR	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour calendaire
Retard dans la levée des réserves et des désordres de parfait achèvement	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour calendaire
Retard dans la production des DOE	500 € net de taxes à déduire sur le montant total HT	par jour calendaire de retard

Défaut d'agrément des sous-traitants :

L'agrément écrit de la MOE et de la MOA est un préalable indispensable à toute présence sur site.

Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquer une pénalité définitive de 3 000 € (trois mille euros) et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement de délais. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs – cf. également article 3.6 du présent CCAP.

Pénalités liées au CSPA :

MOTIFS	MONTANT	FREQUENCE	A PARTIR DE
Non remise des documents demandés	500 €	Par jour calendaire de retard	Constat du CSPA ou date limite arrêtée
Non-application des mesures de prévention préconisées au PGC ou au Registre Journal. Non application des mesures élémentaires de sécurité (port des EPI...)	500 €	Dans chaque cas	Constat du CSPA ou date limite arrêtée
Manquement dans la mise en place des installations de chantier avant le début des travaux	1 000 €	Par jour calendaire de retard	Date limite arrêtée

4.6 Cumul des pénalités

Toutes les pénalités objet de l'article IV ci-avant sont cumulables avec, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, un plafond de 20% par rapport au montant total du marché.

ARTICLE V - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Cautionnement - Retenue de garantie

I -MARCHÉ SANS RETENUE DE GARANTIE

Travaux pour lesquels le montant du marché est inférieur ou égal à 152 450 Euros T.T.C

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	24/38

Aucune garantie particulière n'est demandée aux titulaires.

Cette exemption vise également la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire qui lui serait substituable, conformément aux dispositions des articles R. 2191-(32 à 42) du Code de la Commande Publique.

II- MARCHES AVEC RETENUE DE GARANTIE

Travaux pour lesquels le montant du marché est supérieur 152 450 €T.T.C.

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement.

Il sera appliqué sur tous les acomptes toutes taxes comprises délivrés à chaque entrepreneur une retenue de garantie de 5%.

Cette retenue de garantie est destinée à garantir la bonne exécution des prestations ainsi que les sommes dont le titulaire peut être titulaire pour quelque raison que ce soit dans la limite du montant de ladite retenue de garantie.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande au gré du titulaire. Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace l'application de la retenue de garantie

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou garantie à première demande sont libérés si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

En application des articles 122, 123 et 124 du décret 2016-360 du décret 2016-360 :

- la garantie à première demande est établie selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'Economie.
- l'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L612-1 du code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.
- le Pouvoir adjudicateur peut refuser l'organisme qui doit apporter sa signature.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	25/38

5.2 - Avance

Pour les lots dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé aux articles R. 2191-(3 à 10) du Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance, une avance peut être accordée à l'entrepreneur sur sa demande dans l'acte d'engagement.

En référence à l'article 10.1 du CCAG, l'option B est retenue pour la rémunération du titulaire et des sous-traitants.

Son montant en prix de base est égal :

- pour les lots dont le délai d'exécution, ne dépasse pas un an, à cinq pour cent (5 %) du montant initial du marché ou de la tranche affermie en prix de base T.T.C.;

- pour les lots dont le délai d'exécution dépasse un an, à 5 % du montant des travaux ou des fournitures à exécuter dans les douze premiers mois à compter de la date de notification de l'acte qui comporte le commencement des travaux.

Son remboursement intervient dans les conditions fixées aux articles R. 2191-(11 à 14) et R. 2191-19 du Code de la Commande Publique.

Une avance peut être versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la Commande Publique pour le versement de l'avance.

5.3 - Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE VI - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G Travaux. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	26/38

Les vérifications de qualité seront assurées par les organismes visés dans le C.C.T.P. et demeurent à la charge de l'entrepreneur.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines et magasins de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance seront assurées par les organismes visés dans le C.C.T.P. et demeurent à la charge de l'entrepreneur.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixé pour la réception :

Tous les composants entrant dans la composition ouvrages et matériels de l'opération doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ces composants ont à l'état de neuf (y compris les composants ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier).

Toutefois, l'usure due aux essais et vérifications prescrits au marché n'entraîne pas l'obligation de remplacement du composant ou de la partie du composant, ou de la partie du composant ayant subi lesdits essais ou vérifications.

Propriété industrielle et commerciale :

Par dérogation à l'article 8 du C.C.A.G./travaux, c'est le titulaire qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce ; même si ces matériaux, matériels, *procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.*

ARTICLE VII - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Suivant précisions indiquées au C.C.T.P et sur les pièces graphiques

ARTICLE VIII - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation dont la durée est fixée au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

S'il y a une période de préparation, les entrepreneurs doivent arrêter, en accord avec le maître d'œuvre et le cas échéant sur proposition de l'O.P.C. et du coordonnateur SPS :

- le schéma d'organisation du chantier,
- le calendrier contractuel détaillé des travaux lot par lot comportant une décomposition par tâche,
- les détails de construction et d'exécution,
- l'adaptation du cadre type du compte-rendu de rendez-vous de chantier,

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	27/38

- l'établissement de plans de prévention en matière de sécurité et de protection des travailleurs, tels qu'énoncés par le code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé, ainsi que dans les dispositions de prévention des risques dus à l'amiante et prescrits par l'article 28.3 du C.C.A.G./travaux et par la réglementation en vigueur,
- l'établissement et la présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G./travaux et à l'article 8.2 du présent C.C.A.P.

8.2 - Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

L'entrepreneur doit la fourniture des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail. Ceux-ci seront soumis par l'entrepreneur à l'approbation du maître d'œuvre, vingt jours maximums avant le commencement d'exécution.

L'entrepreneur est tenu de suivre les procédures de dépôts et de diffusion ainsi que les circuits de validation qui seront définis par la maîtrise d'œuvre et en particulier l'utilisation des outils qui seraient mis à disposition (GED, outil de suivi de l'avancement...).

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

8.4 - Organisation, sécurité et hygiène du chantier

8.4.1 - Organisation matérielle et collective du chantier

L'entrepreneur en charge du lot 1 a la charge des installation de chantier et de la base vie suivant les disposition décrite dans les CCTP :

8.4.2 - Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène du chantier et mesures d'ordre sont prises par le titulaire de chaque lot dans les conditions prévues à l'article 31.4 du C.C.A.G./travaux et conformément à la législation en vigueur.

8.4.3 - Conditions générales d'exécution des travaux

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques,
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics,
- l'exécution simultanée d'autres travaux. Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	28/38

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc...) ;
- odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc...) ;
- poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvement de gravais, etc...) ;
- détritux divers et gravais provenant de l'exécution même de travaux et stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers ;
- état défectueux des voies et accès : boues et gravais au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations ;
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc...).

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devrait en référer au maître d'œuvre et au coordonnateur S.P.S..

L'entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers s'il y a lieu.

L'usage, par les différents corps d'état, des échafaudages de l'entrepreneur titulaire du lot 2 pendant la durée des travaux de celui-ci pour lesquels les échafaudages étaient nécessaires, n'ouvre droit à aucune redevance.

Au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit, à ses frais, garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage, ouvrage ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et remise en état incombent aux entrepreneurs des corps d'état correspondants, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage.

Dans la mesure où il intervient sur la voie publique pour l'exécution de son lot, l'entrepreneur doit le **gardiennage de jour sur la voie publique ou à l'intérieur des établissements pour la protection des passants ou des occupants**, la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

8.4.4 Nettoyage de chantier

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement quotidien de ses propres gravais. En cas de non-respect de cette règle, le maître de l'ouvrage demandera à l'entreprise en charge du nettoyage de chantier d'effectuer cet enlèvement au frais de l'entreprise défaillante.

8.4.5 - Obligations diverses de l'entrepreneur

Le C.C.T.P. précise s'il y a lieu les emplacements mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur et les mesures qui devront être prises pour leur remise en état en fin de chantier.

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, l'entrepreneur doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	29/38

L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite du propriétaire, exercer ses droits à des fins autres que celles de l'exécution des travaux en vue desquels l'autorisation a été accordée.

Dans le cas où un ou plusieurs systèmes de gestion et de suivi des données seraient mis en place pour la gestion du chantier, l'entrepreneur sera tenu de suivre les procédures mises en place par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre (GED, suivi des avancements et de la facturation, suivi des plans d'exécution et des visas, OPR, levée de réserves...).

8.5 - Dépenses communes - Convention inter-entreprises

8.5.1 - Dépenses communes

Se rapporter à la note d'organisation de chantier du DCE

8.5.2 - Convention inter-entreprises

Se rapporter à la note d'organisation de chantier du DCE

8.6 Autorisations

A l'exception de la déclaration de travaux et par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G. travaux de 2021, c'est l'Entrepreneur qui fait son affaire des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de son marché.

L'Entrepreneur fait son affaire auprès des administrations et services compétents de toutes démarches, autorisations, enquêtes et autres interventions ayant trait au chantier.

8.7 Echantillons - Prototypes

Selon les modalités indiquées dans le CCAP.

8.8 Réunions

8.8.1 Réunions de chantier « maître d'œuvre »

Elles ont lieu une fois par semaine, aux jours et heures fixés, dans le bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont précédées d'un pointage de l'avancement du planning.

L'Entrepreneur est tenu d'y assister, personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision, pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il y a été spécialement convoqué.

En cas d'entreprises groupées le mandataire représente le groupement.

Les entreprises co-traitantes sont représentées dans le cadre du marché, si nécessaire sur convocation de la Maîtrise d'œuvre.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au 4.5 ci-avant et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

Ces réunions de chantier devront notamment permettre de faire le point de l'avancement des travaux, des résultats acquis au cours des réunions d'études et des problèmes à porter à la connaissance des différentes entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de contrôle technique.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	30/38

A chaque réunion de chantier, il sera établi par la MOE, pour chaque réunion les concernant, un procès-verbal sur lequel seront consignés, en outre, l'accord général des parties sur le procès-verbal précédent les observations résultant des réunions d'études et de coordination ainsi que des visites de chantier, ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux par rapport au calendrier des études et travaux. Ce document aura toute valeur en cas de contestation ou de litige sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

8.8.2 Réunions O.P.C.

Les réunions de coordination seront intégrées à celles de chantier.

8.8.3 Réunions d'études

Les réunions d'études ont lieu à l'initiative du maître d'œuvre sous l'organisation de la MOE, aux jours et heures fixés préalablement au début du chantier.

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au chapitre 4.5 ci-avant.

Ces réunions devront favoriser la coordination des études qui conditionnent l'élaboration des plans d'exécution et de synthèse, la coordination que nécessite l'enchaînement des différentes tâches, la mise à jour du calendrier détaillé d'exécution.

Un procès-verbal de réunion sera établi et diffusé.

8.9 Visites de chantier

Elles ont lieu à l'initiative de la MOE aux jours et heures fixés et précèdent généralement les réunions de chantier.

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision. La MOE se réserve la possibilité d'exiger et d'obtenir la présence d'un représentant qualifié d'un co-traitant ou sous-traitant spécifique. Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée en 4.5 ci-avant. Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent. Les observations constatées au cours de ces visites seront jointes au compte rendu de la réunion de chantier, suivant la visite.

8.10 Constat d'huissier

L'entrepreneur du lot 1 fait dresser, à ses frais, un constat d'huissier contradictoire, en présence du maître de l'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, de l'état des travaux et des lieux avant et après le chantier selon périmètre d'influence des travaux.

8.11 Recours, contraventions, amendes

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non observation par l'Entrepreneur du droit des tiers ainsi que des règles de sécurité, d'hygiène et de police.

Les sommes correspondantes seront répercutées aux responsables.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	31/38

ARTICLE IX - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et/ou par les C.C.T.P., sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur par l'organisme indiqué aux C.C.T.P.

Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé à l'entrepreneur des essais et/ou contrôles en sus de ceux définis par les C.C.T.P., il est prévu que :

- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge de l'entrepreneur défaillant, ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

Pour les installations et/ou parties d'installations qui y sont soumises, sont également à la charge des entrepreneurs les essais et vérifications de fonctionnement des installations définis au document COPREC n° 1 et la production des procès-verbaux correspondants, établis par les formes prescrites par le document COPREC n° 2.

9.2. Réception

9.2.1. - Généralités

Par dérogation à l'article 41, hormis pour le lot 1 Injections, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, à réception de l'avis de fin de travaux du dernier lot. Chaque entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle à ses travaux sont achevés.

La procédure de réception se déroulera conformément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.

9.2.2. - Réceptions partielles

Conformément à l'article 42 du C.C.A.G., des réceptions partielles pourront être prononcées pour les ouvrages dont le maître de l'ouvrage désire prendre possession anticipée. Les délais de garantie de toutes natures prendront effet à compter de la date de la réception partielle conformément à l'article 42.3 du CCAG.

9.2.3. - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Elle se fera conformément à l'article 43 du C.C.A.G./travaux

9.2.4. - Levée de réserves

Le délai fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie est d'un mois.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	32/38

9.3. Documents fournis après exécution

En complément de l'article 40 du C.C.A.G./travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

Elles sont composées de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel,
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...),
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées),
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Ils seront remis en 3 exemplaires papier au maître d'œuvre et un exemplaire informatique reproductible sous forme de clé USB.

La remise des documents objet du présent article libère la tâche valorisée correspondante.

Les travaux terminés, mais avant réception, l'entreprise devra fournir les documents suivants :

- plans de récolement et plans de réseaux intérieurs au bâtiment ainsi que les notes de calculs, dessins d'exécution, plans de sous-station, notices de conduites d'entretien, en autant d'exemplaires que de besoins pour constituer le dossier d'archives techniques de l'opération qui seront remis au Maître de l'Ouvrage ainsi qu'au Maître d'œuvre,
- essais COPREC.

9.4. Mise au courant et formation du personnel exploitant

Les entrepreneurs sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Ils indiquent la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	33/38

connaissances nécessaires et de faire-part éventuellement au maître de l'ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel qu'ils auraient instruit.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le maître de l'ouvrage, les entrepreneurs mettent à sa disposition le personnel nécessaire pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations et ce, jusqu'à entière satisfaction du maître de l'ouvrage.

A ce titre, ils doivent notamment :

- informer le personnel utilisateur, des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement ;
- présenter, en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement ;
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles.

Cette prestation formation du personnel est assurée par l'intermédiaire de personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement, mais aussi de concourir à une démonstration sur place des bons résultats pouvant être atteints par les équipements concernés.

Les modalités des obligations objet du présent article sont définies en temps voulu par le maître de l'ouvrage en accord avec le maître d'œuvre. Elles peuvent intervenir pendant la période des essais et/ou pendant la période de garantie.

9.5. Délai de garantie

Les périodes de garantie prévues à l'article 1792 du Code Civil ont pour point de départ la date de prise d'effet de la réception.

Elles courent depuis cette date, pendant :

- Un an pour la garantie de parfait achèvement (GPA)
- Dix ans pour la garantie décennale

Ces garanties imposées engagent l'entrepreneur pendant le délai fixé, à effectuer, sur simple demande du maître d'ouvrage, ou du Maître d'œuvre, toutes les recherches, réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution des travaux.

9.6. Garanties particulières

Les garanties particulières imposées engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer, sur simple demande du maître d'œuvre, toutes les recherches, réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Ces garanties particulières ont pour origine la date d'effet de la réception.

9.7. Assurances

9.7.1. Généralités

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	34/38

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, chaque entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances en état de validité énumérées ci-après. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra se substituer à l'entrepreneur défaillant et en déduire les montants correspondants par précompte.

Chaque entrepreneur sera donc tenu de présenter, avant la fin de la période de préparation, les attestations des compagnies d'assurances solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur du droit à notifier au maître de l'ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

L'attestation de sa compagnie d'assurances, que l'entrepreneur doit présenter doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ou les polices sont en bon état de validité, et que l'entrepreneur lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

En cas de carence d'un entrepreneur, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de verser directement aux compagnies d'assurances les primes qui pourraient leur rester dues au titre du présent marché. Celles-ci seront alors prélevées sur le solde dû à l'entrepreneur.

Si cette procédure s'avérait inapplicable, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de souscrire l'assurance nécessaire pour le compte et aux frais de l'entrepreneur défaillant.

9.7.2. Responsabilité civile

Chaque entrepreneur intervenant dans l'opération doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non.

La ou les polices devront couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux, du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1382 à 1384 du code civil.

Cette ou ces polices d'assurances de Responsabilité Civile devront comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le maître de l'ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour le compte de tout ou partie des intervenants en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

Par ailleurs, l'entreprise devra réparer à ses frais, toutes dégradations de son fait, causées aux ouvrages de la voie publique ainsi qu'aux propriétés voisines (y compris celles de l'hôpital), affectées par les travaux.

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	35/38

9.7.3. - Assurance de Responsabilité Décennale

Tous responsables au titre des articles 1792 et 1792-1 du code civil doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance obligatoires de Responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application (notamment les risques découlant pour le traitant principal de la défaillance éventuelle d'un sous-traitant°.

Si l'entrepreneur n'est pas titulaire d'une qualification délivrée par un organisme de qualification, l'attestation fournie pour la police Responsabilité décennale devra préciser la nature des activités garanties.

L'entreprise ne relevant pas d'un syndicat affilié à la Fédération Nationale du Bâtiment devra fournir des attestations d'assurances obligatoires de responsabilité correspondant à leur profession et garantissant leurs responsabilités qui pourraient découler des articles 1792 et suivants du code civil.

Le traitant principal sera directement responsable de l'application de cette clause et encourra les sanctions mentionnées au C.C.A.G./travaux.

9.7.4. - Qualifications professionnelles

L'entrepreneur pourra produire, à la demande du maître de l'ouvrage et/ou du maître d'œuvre, la copie conforme du certificat valable pour l'année en cours, attestant la qualification QUALIBAT, QUALIFELEC, APMIS ou autre, le cas échéant) de la société pour laquelle il intervient.

Dans le cas où l'entreprise ne posséderait pas la qualification correspondant aux travaux faisant l'objet de son marché, l'entrepreneur devra apporter la preuve, avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit à ses frais une assurance complémentaire propre à couvrir tous les risques inhérents aux travaux envisagés (comme indiqué ci-dessus) sous peine de résiliation de plein droit de son marché et de sa mise en régie à ses torts exclusifs.

Les mêmes dispositions sont valables pour les sous-traitants.

9.7.5. - Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction

L'opération doit faire l'objet d'une police « Incendie, explosion » souscrite par le titulaire.

Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements des entrepreneurs sur le chantier pendant la durée des travaux et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers.

Cette police devra être soumise à l'approbation du maître de l'ouvrage, lequel devra être défini comme l'un des assurés dans cette police.

9.7.6. - Durée du contrat et Dispositions diverses

Durée du contrat :

APHP, Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	36/38

Les garanties s'exercent jusqu'aux termes légaux sous réserve d'éventuelles prolongations contractuelles notifiées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si une des parties des locaux est réceptionnée partiellement ou mise à disposition du maître de l'ouvrage, comme défini ci-avant, la garantie du présent contrat s'exercera jusqu'à la date de réception de l'ensemble des travaux.

Toutefois, dans le cas d'une telle occupation anticipée du maître de l'ouvrage, cette garantie ne sera acquise au maître de l'ouvrage qu'après la déclaration préalable qu'il s'oblige à en faire aux assureurs à qui il devra préciser les dispositions contractuelles qu'il aura prises à cet effet avec les entrepreneurs ainsi que les modifications qui pourraient être apportées au risque du fait de l'occupation (notamment le stockage de matériel, fonctionnement, activités).

Si la déclaration d'occupation anticipée de parties d'ouvrages par le maître de l'ouvrage fait apparaître une aggravation du risque, une surprime éventuelle pourra être appliquée d'un commun accord entre le souscripteur et les assureurs.

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le maître de l'ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

Dispositions diverses :

La police devra comporter une clause par laquelle les assureurs s'obligent en cas de survenance d'un sinistre, à régler aux assurés la totalité de l'indemnité définie par l'expertise.

Ils doivent faire leur affaire personnelle, dans l'hypothèse où certains entrepreneurs seraient titulaires d'une police pré-existante couvrant l'incendie ou l'explosion de leurs ouvrages et/ou approvisionnements, du remboursement partiel des indemnités versées par eux et ce au moyen de tous recours ou subrogations qui leur sont juridiquement possibles.

9.7.7. - Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc...).

L'entrepreneur devra fournir au maître de l'ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

9.7.8. - Assurance de bureaux de chantier

L'entrepreneur, à qui incombent les installations de ces locaux selon l'article VIII.8.4.1 ci-avant, les assure à ses frais et souscrit une police d'assurance couvrant les bureaux de chantier.

Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- d'incendie, dégâts des eaux, vols, etc...
- risques d'arrêt de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques présentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour les entrepreneurs, maître d'œuvre et maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre appréciera si la couverture du risque est suffisante.

APHP. Centre-Université Paris Cité	Consultation n° 24-TV001EGP	Direction générale – Cellule des Marchés
AOO-CCAP	Décembre 2024	37/38

ARTICLE X – RESILIATION

Les dispositions prévues par le C.C.A.G./travaux s'appliquent.

ARTICLE XI – LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE XI - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge :

Par son article	A l'article du C.C.A.G./travaux	OBJET
2	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
3.3.2.2	14.2.2, 14.3	Augmentation du montant des travaux
	15.1	Diminution du montant des travaux
3.3.2.2	14	Montant contractuel
3.3.2.3	14	Décision de poursuivre
4.3	19.2	Application des pénalités
4.6	19.2.2	Plafond des pénalités
6.4	8	Propriété industrielle et commerciale
8.3	31.3	Autorisation
9.2.1	41	Réception à la fin de l'ensemble des travaux